

Crise politique à Québec?

(Voir notre éditorial en page 2)



47e année

MONTREAL — JUILLET-AOUT 1962

Nos 7-8

162 2227 - LIB-DE
BIBLIOTHEQUE
VILLE DE MONTREAL
1210 E. RUE SHERBROO
MONTREAL 24 PQ.



Le message de la fête du Travail du président PROVOST cette année: un appel au sens des responsabilités des dirigeants syndicaux.

Dans son message de la fête du Travail:

"1962-63 sera l'année de la politique!" (Provost)

MONTREAL — Dans son message annuel de la fête du Travail, le président Roger Provost, de la Fédération des travailleurs du Québec, déclare que "si tous les dirigeants syndicaux assument pleinement leurs responsabilités à l'égard des travailleurs et de l'ensemble de la société", l'année syndicale 1962-63 sera l'année de l'action politique. Dénonçant le Crédit social comme constituant une menace plus grave que le pire duplessisme, le président de la FTQ se défend de faire des reproches aux travailleurs qui ont accordé leurs suffrages aux candidats de ce parti, mais il affirme que c'est la responsabilité des leaders syndicaux "de leur fournir un meilleur moyen d'exprimer leur mécontentement légitime".

Voici le texte intégral du message du confrère Provost: "Je crois que l'année syndicale qui s'ouvre avec la fête du

Travail sera, si tous les dirigeants de notre mouvement assument pleinement leurs responsabilités à l'égard des tra-

vailleurs et de l'ensemble de la société, l'année de l'action politique. A l'inaction entêtée des partis traditionnels dans le domaine économique, à leur indifférence devant les misères humaines et l'insécurité engendrées par le système économique, à leur hostilité, tantôt larvée, tantôt ouverte, à l'endroit du "syndicalisme", est venue s'ajouter, récemment, une menace plus précise qui pourrait mettre en péril toutes nos institutions démocratiques, à commencer par les structures

syndicales. Cette menace, qui dépasse en ampleur le pire duplessisme, a nom Crédit social.

La responsabilité des dirigeants syndicaux

"Même si la FTQ se réjouit de constater qu'en raison de son programme d'éducation et d'action politiques, elle a constitué un rempart assez solide contre un déferlement encore plus grave de la vague créditiste, il ne saurait être question, pour moi, d'accabler de reproches les travailleurs hon-

nêtes qui ont jugé bon de voter pour des candidats du Crédit social. A mon avis, ils ont eu un excellent réflexe en répudiant les vieux partis, et c'est la responsabilité des dirigeants syndicaux de leur fournir un meilleur moyen d'exprimer leur mécontentement légitime.

"Comme il est devenu évident que les travailleurs du Québec désirent ardemment un renouveau politique, et qu'il ne saurait être question pour eux d'adhérer à une pseudo-

(Suite à la 2e page)

Le confrère René Lévesque de retour parmi nous?



LE CONFRERE RENE LEVESQUE, devenu ministre des Richesses naturelles dans le gouvernement Lesage, sera-t-il bientôt de retour parmi nous? Si l'on en croit les observateurs politiques à Québec, il aurait l'inten-

tion de démissionner et de prendre la tête d'un "nouveau parti" si on ne lui accorde pas la nationalisation de l'électricité. Il semble que s'il rompait avec les libéraux sur cette question-là, il serait accueilli à bras ou-

verts par les travailleurs du Québec, qui le considéraient comme l'un des leurs, comme en témoignent ces deux photos, au moment où il les interviewait pour l'émission de télévision "10 minutes de vérité", de la FTQ, il y a quelques années.

Le doyen
des
journaux
syndicaux
canadiens

LE MONDE OUVRIER

Fondé
par
Gustave
Françq,
en 1916

Publié dans le but de promouvoir les réformes législatives nécessaires à la protection de la classe ouvrière du Québec et à l'amélioration de son sort.

Organe officiel de la
FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Comité exécutif :

Roger PROVOST, président; Edouard LAROSE, Jean GERIN-LAJOIE, vice-présidents; John PURDIE, secrétaire; André THIBAudeau, trésorier.

Directeur : Roger PROVOST; rédacteur : Noël PERUSSE.

Adressez toutes communications à :

1327 est, boul. St-Joseph, Montréal 34 — Tél. LAfontaine 7-1218
Imprimé par Radiomonde, 8430, rue Casgrain, DU. 7-6218



Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.

EDITORIAL

La minute de vérité dans l'électricité

Tout le monde est d'accord pour dire que la minute de vérité approche, pour le Québec, dans l'affaire de la nationalisation de l'électricité. C'est en septembre, semble-t-il, que le gouvernement Lesage aura à choisir entre l'expropriation et le statu quo, entre le ministre des Richesses naturelles, M. René Lévesque, et le groupe Shawinigan.

Selon la plupart des observateurs politiques, le premier ministre et son "équipe du tonnerre" auraient déjà fait leur choix, et ce serait de ne pas lancer leurs foudres contre l'entreprise privée. La meilleure indication en ce sens, qui s'ajoute au silence obstiné de M. Lesage sur cette question, nous vient du président de la Shawinigan, M. J. A. Fuller, qui n'a pas hésité à mettre le premier ministre à la gêne en déclarant que "rien, à notre connaissance, n'indique que le gouvernement provincial prendra une telle mesure".

C'est ce qui a pu faire dire au président de la FTQ, le confrère Roger Provost, que "le temps des illusions semble bel et bien passé" et que nous n'aurons pas la nationalisation de l'électricité avec le gouvernement Lesage. La preuve serait bientôt faite qu'il n'y a pas moyen de faire une politique progressive au sein d'un vieux parti, malgré la présence en son sein d'une aile de gauche bien intentionnée et en dépit du prestige incontestable d'une personnalité politique aussi forte que celui que nous persistons à appeler le confrère René Lévesque.

En effet, quelques jours après l'annonce de la politique gouvernementale par le président de la Shawinigan, nous apprenions que non seulement la cause de la nationalisation de l'électricité avait l'appui de tout le mouvement syndical du Québec, de l'Union catholique des cultivateurs, des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, de la plupart des grands journaux de langue française, de conseils municipaux et même de chambres de commerce locales, donc de l'ensemble de la population, mais que cette mesure avait également fait l'objet d'une recommandation du Conseil d'orientation économique nommé par le gouvernement Lesage, où siègent la compagne Huguette Plamondon, de la FTQ, et le président Jean Marchand, de la CSN.

Dans ces conditions, le gouvernement ne fait pas que repousser une mesure que commande le bien-être économique de la province, il résiste effrontément aux aspirations de tout un peuple soutenu par les avis des experts. A ce moment-là, la nationalisation de l'électricité prend une valeur de symbole; elle devient le test qui permet de juger si nous avons un gouvernement de bien commun ou un gouvernement vendu aux intérêts privés.

On comprend alors que le confrère René Lévesque, qui, aux dernières nouvelles, est resté fidèle à ses convictions de syndicaliste, ne pourrait pas demeurer une minute de plus au sein d'un gouvernement et d'un parti qui refuseraient de nationaliser l'électricité. On prévoit que son départ entraînerait une scission importante dans le parti libéral et qu'il amènerait avec lui tous les éléments sains et progressifs de ce mouvement. On lui prête également l'intention de prendre la tête d'un "nouveau parti".

D'où l'on voit que la crise de l'électricité, prévue pour l'automne, ouvre des perspectives inouïes pour ceux qui, comme les travailleurs du Québec, se préoccupent sérieusement de l'avenir politique du Québec. Mais en même temps que des possibilités incalculables de faire progresser vraiment notre province, les événements prochains présentent également de très grands risques. De même que l'on a des chances d'assister enfin à un véritable regroupement des forces progressives, on risque également de se trouver en présence d'une prolifération de nouveaux partis qui tueraient toutes les chances du socialisme démocratique au Québec.

Les semaines qui viennent décideront peut-être de l'avenir politique, économique et social de notre province. Il faudra alors que chacun fasse preuve de la plus grande maturité, oublie les vieilles querelles et les vieilles rivalités politiques ou syndicales, sacrifie au besoin son prestige, pour qu'on ne rate pas l'occasion qu'offrirait vraisemblablement la crise de l'électricité. Pour sa part, la FTQ, qui oeuvre dans ce sens depuis quelques années déjà, est prête à faire plus que sa part.

1962-63: l'année de la politique

(Suite de la 1ère page)

philosophie politique qui nous ferait rétrograder d'un siècle, la solution, c'est le Nouveau parti démocratique. Pour notre part, nous n'aurons de cesse que le jour où, de concert avec les autres groupes sous-priviliégiés de la société, c'est-à-dire les chômeurs, les cultivateurs, les employés de bureau, les petits hommes d'affaires, etc., nous aurons porté le NPD au pouvoir tant à Québec qu'à Ottawa.

La grande illusion libérale est finie

"J'insiste sur la nécessité de la participation des travailleurs du Québec à la vie politique provinciale car il est devenu évident qu'au bout de deux années d'exercice du pouvoir, le gouvernement libéral n'a pas répondu aux espoirs qu'il avait fait naître. Nous n'avons pas encore le plein emploi, ni l'assurance-santé, ni la gratuité complète de l'enseignement, ni une industrie sidérurgique québécoise, ni une industrie électrique nationalisée, ni planification économique, ni planification de l'exploitation des ressources renouvelables, ni amélioration sensible des lois ouvrières ou de la loi des coopératives.

"Je ne veux pas jouer les prophètes, mais je rappelle néanmoins aux travailleurs que je déclarais dans mon message de la fête du Travail de 1960, au lendemain de la victoire libérale: 'Ou bien les vieux partis traditionnels adopteront une politique de plein emploi, ce qui nous apparaît assez invraisemblable; ou bien le peuple adhérera en masse à un parti démocratique représentatif de toutes les classes laborieuses; ou alors les sans-travail recourront bientôt aux solutions du désespoir, qu'elles soient de gauche ou de droite.' Eh bien! Les chômeurs, comme les travailleurs et les cultivateurs qui vivent dans l'insécurité, se sont jetés en grand nombre, récemment, sur une solution désespérée d'extrême-

Syndicalisme vs banditisme

MONTREAL — Il est évident que notre mouvement syndical a fait sa part dans le dénouement de l'affaire Bertrand et la solution apportée au problème de Jacques-Cartier. Il n'est besoin, pour s'en convaincre, que de lire la rétrospective des événements publiée par LE MAGAZINE MACLEAN de septembre.

D'abord, reproduction de l'article de Catherine Breslin, "La terreur dans la banlieue", par LE MONDE OUVRIER, et THE MACHINIST. Puis, intervention du Conseil du travail de Montréal, de la FTQ, manifestation du CTM, appel du CTM au ministre Pierre Sévigny pour qu'il se désolidarise du maire Rémillard.

Tout récemment encore, le Conseil du travail enjoignait au gouvernement Diefenbaker de ne pas accorder le pardon absolu à Rémillard.

droite et sur les vendeurs d'illusions qui la colportaient activement depuis des années. Nous portons tous, à des degrés divers, la responsabilité de ce qui pourrait rapidement devenir une catastrophe pour notre régime démocratique.

Un appel à tous les travailleurs

"L'heure est grave et, même s'ils ont droit à cette journée de repos bien mérité, je me permets de lancer ici un appel à tous les travailleurs, qu'ils

soient syndiqués ou non, qu'ils appartiennent ou non à la FTQ, aux travailleurs de l'usine, de la terre et du bureau, aux travailleurs intellectuels comme aux travailleurs manuels, pour qu'ils apportent un appui réel et efficace au Nouveau parti démocratique, lequel, dans les circonstances, devient un véritable comité de salut public. En dépit du sérieux de la situation, je désire néanmoins leur souhaiter à tous une journée de saine détente et de calme réflexion."



BANQUE ROYALE

Bouclez votre budget par un compte

PLAISIR GARANTI

Dow

FAIT RESSORTIR TOUTES LES QUALITÉS DE LA BIÈRE

GARANTIE CLIMATISÉE

Le Conseil exécutif en session



ON N'ENTEND PAS SOUVENT PARLER du Conseil exécutif de la FTQ, qui constitue pourtant l'autorité suprême de notre centrale syndicale entre ses congrès. Et il est malheureux qu'il en soit ainsi. Mais comme l'organisme siège à huis-clos et qu'il s'occupe principalement de questions d'ordre strictement syndical, et notamment des finances de la FTQ, il lui arrive rarement de se produire en public, sauf quand il prend des positions intéressant l'ensemble de la société. Sans violer le secret des délibérations du 24 août dernier, LE MONDE OUVRIER a cru combler néanmoins une lacune en vous faisant voir les membres du Conseil exécutif en pleine action, au sous-sol des bureaux de la FTQ, boulevard Saint-Joseph, à Montréal. La photo ci-contre nous fait voir le secrétaire John Purdie, faisant valoir son point de vue. On aperçoit également les confrères Ivan Legault, secrétaire administratif de la FTQ, et Gérard Rancourt, vice-président régional et secrétaire administratif du Conseil du travail de Montréal. Photo du bas : le trésorier André Thibaudeau défend son programme d'austérité, accompagné du président Roger Provost et du vice-président Jean Gérin-Lajoie.



S'IL Y AVAIT DES PARTIS politiques au sein du Conseil, le vice-président Aldo Caluori (photo de droite) serait à coup sûr le porte-parole d'une faction. Il met ici le parlement syndical en garde contre une mesure qu'il désapprouve. Il est entouré, de gauche à droite, du vice-président industriel Fernand Daoust, du président honoraire Philippe Vaillancourt, et du vice-président régional René Rondou. La photo du bas nous fait voir le confrère Rancourt, à droite, de Montréal, accompagné de vice-présidents de province. On reconnaît, de gauche à droite, les confrères Benoît Laviolette, de la région Gatineau-Laurentides, Noël Pérusse, directeur des relations extérieures, Jean-Baptiste Hurens, de Québec et J.-Albert Bergeron, de la Mauricie (Trois-Rivières). Habituellement, au cours de ses meetings, le Conseil exécutif passe en revue le travail exécuté par le Comité exécutif, statue sur ses recommandations, étudie les rapports des comités, etc.

Photos Federal Photo





UN CANADIEN (DEPUIS QUELQUE TEMPS) ERRANT, le confrère Jacques-V. Morin, des travailleurs-unis des salaisons, est rentré récemment d'un séjour prolongé en Afrique, où il était chargé de mission pour le compte du Bureau international du travail. Cette photo nous le montre, à la section

d'études sociales de l'université de Dakar, au moment où il donnait des cours d'éducation ouvrière à une équipe de syndicalistes sénégalais. Une fois sa mission accomplie en Afrique, le confrère Morin a fait un séjour en France. On ignore, pour l'instant, ses projets.

La nationalisation de l'électricité

"Le temps des illusions semble passé!" (la FTQ)

MONTREAL — Le président Roger Provost, de la Fédération des travailleurs du Québec, a déclaré récemment que pour ceux qui s'attendaient à ce que le gouvernement Lesage réalise la nationalisation de l'électricité, "le temps des illusions semble bel et bien passé". Notre leader syndical commentait ainsi la déclaration de la compagnie Shawinigan, selon laquelle "rien, à notre connaissance, n'indique que le gouvernement prendra une telle mesure".

Le président de la FTQ, qui représente quelque 235,000 syndiqués du Québec, a exprimé l'avis qu'aucun homme d'affaires important n'oserait faire une affirmation aussi audacieuse sans être d'ores et déjà assuré de l'appui du gouvernement.

Une atteinte à la dignité de l'Etat

Le confrère Provost trouve inadmissible qu'un président de compagnie privée paraisse véritablement au courant des intentions du gouvernement, alors que le public, lui, ignore complètement si le cabinet Lesage se propose ou non de nationaliser l'électricité. Selon lui, il est temps que le premier ministre sorte de son mutisme sur cette question, car il se rendrait complice d'une atteinte à la dignité de l'Etat en laissant au président de la Shawinigan, M. J. A. Fuller, le soin d'annoncer la politique de son gouvernement.

Rappelant que la thèse du

ministre des Richesses naturelles, M. René Lévesque, a reçu l'appui unanime du mouvement syndical, de l'Union catholique des cultivateurs, des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, de la plupart des grands journaux, de conseils municipaux et même de chambres de commerce locales, le président de la FTQ trouve étrange l'assertion de M. Fuller selon laquelle les compagnies d'électricité auraient de solides appuis dans l'opinion publique. (On apprend peu après cette déclaration que le Conseil d'orientation économique avait lui-même recommandé la nationalisation.)

Qui appuie la Shawinigan? Soulignant que le propre de l'opinion publique est précisément de se manifester par la voix de ses porte-parole autorisés, le confrère Provost n'écarte pas pour autant la possibilité que la Shawinigan ait fait effectuer une enquête par quelque compagnie spécialisée dans les sondages

d'opinion publique et qu'elle s'en soit servie pour impressionner les autorités dans le sens de ses intérêts.

Cependant, le leader syndical déclare qu'il récuse, pour sa part, toute enquête menée par une compagnie privée pour le compte d'une autre compagnie privée. D'après lui, de tels sondages ne peuvent avoir de valeur que s'ils sont effectués par une institution indépendante, comme une université, et si l'on peut en contrôler l'échantillonnage et le questionnaire. De toute façon, dit-il, même si les appuis solides dont parle la Shawinigan ne se recrutent pas uniquement dans l'aile droite majoritaire du gouvernement Lesage, ils peuvent ne représenter qu'une minorité attardée de fanatiques de l'entreprise privée.

La FTQ appuie René Lévesque

Le président de la FTQ a ajouté que M. Lévesque peut compter, lui, sur l'appui solide des travailleurs du Québec. Il prévoit même que les 500 délégués au prochain congrès annuel de sa centrale syndicale en novembre prochain n'hésiteront pas à censurer sévèrement le gouvernement s'il n'a pas encore fait connaître officiellement son intention ferme de nationaliser sans retard toutes les compagnies privées d'électricité, afin d'assurer un meilleur service à la population et d'utiliser cette source d'énergie comme instrument de planification économique.

+ La clinique des accidents du travail

"J'ai mal à la colonne!"

Les lésions à la colonne vertébrale causent dans l'immense majorité des cas une infirmité permanente au travailleur accidenté. La plupart du temps, il ne peut plus exercer son métier et ne peut faire qu'un travail "léger" à un salaire très inférieur, tout en recevant de la Commission des accidents du travail une rente bien en-dessous de la différence entre son salaire d'autrefois et son nouveau salaire.

En effet, malgré les dernières déclarations ronflantes du ministre du Travail, M. René Hamel, et les promesses qu'il avait faites lors de la présentation de notre mémoire sur les accidents du travail en novembre dernier, les pensions pour incapacité permanente, soit totale, soit partielle, sont demeurées ce qu'elles étaient: TRAGIQUEMENT INSUFFISANTES DANS LA MAJORITE DES CAS. Les remarques qui vont suivre, tirées du Bulletin de l'hygiène professionnelle (vol. 17, no. 4), publié par la division de l'hygiène professionnelle, du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, remarques concernant les charges excessives, sont donc d'une très grande importance et devraient être lues aux assemblées de nos syndicats.

Eviter les charges excessives

Un poids trop lourd peut forcer gravement même un travailleur entraîné et expérimenté. Si le poids approche ou dépasse la moitié de la pesanteur de l'ouvrier, il y a risque réel de lésion par perte d'équilibre. Selon le Secrétariat (ministère, ici) américain du Travail, un homme ne devrait jamais lever sans aide plus de 50 livres. Les femmes ne devraient pas lever plus de 25 livres. Le Conseil national de la sécurité recommande aux hommes de ne pas lever plus que la moitié de leur poids ou 75 livres, selon le cas. Les femmes ne dépasseront pas le tiers de leur poids ou 25 livres.

Il faut insister sur l'adresse plutôt la force, se faire aider si la charge est trop lourde, saisir avec la paume entière de la main, lever par degrés faciles, c'est-à-dire du plancher au genou et du genou à la position pour porter, écarter les pieds de 8 à 12 pouces pour assurer l'équilibre, ne pas se tordre le corps quand on lève ou qu'on porte, porter les bras rapprochés des côtés et bien étendus, mettre la charge à terre en pliant les jambes, en gardant le dos et les bras droits autant que possible.

Il faut encore examiner le plancher, ne pas lever par coup, par poussée, ni par torsion du corps. Enfin, il vaut mieux ne pas empiler manuellement plus haut que la poitrine, ni transporter une charge à l'aveuglette (comme des boîtes empilées cachant la vue).

CONCLUSION: Dès que vous pensez qu'une charge est trop lourde, n'hésitez pas à demander l'aide d'un camarade. Il vaut mieux marcher sur son orgueil qu'avec un corset de fer le restant de ses jours.

Julien MAJOR,
directeur des services
sociaux de la FTQ.



ASSURANCE-GROUPE

MALADIE ACCIDENT
VIE SALAIRE ETC.

SERVICES DE SANTE DU QUEBEC
MUTUELLE D'ASSURANCE-GROUPE



"...elle est à nous grâce à

"MA BANQUE" POUR 3 MILLIONS DE CANADIENS



BANQUE DE MONTRÉAL

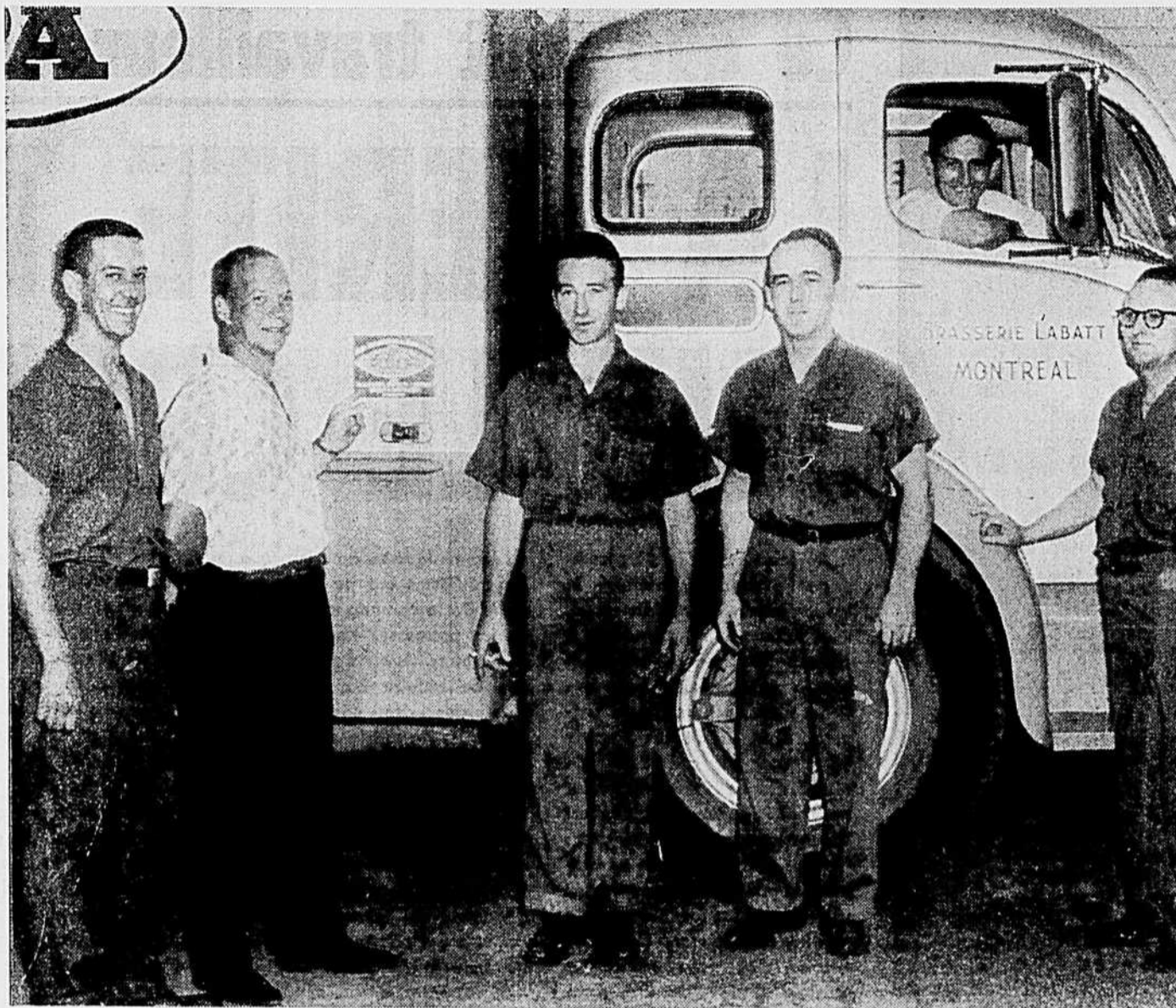
Plan de Financement Familial

PRÊTS ÉCONOMIQUES COMPORTANT UNE ASSURANCE-VIE
AU SERVICE DES CANADIENS DANS TOUTES LES SPHERES DE LA VIE DEPUIS 1817



PHOTOGRAPHE SYNDICAL
DEPUIS 1945

FEDERAL PHOTOS
1405, MACKAY — VI. 2-2836



L'étiquette à la Labatt

L'ÉTIQUETTE SYNDICALE, CE N'EST PAS NOUVEAU à la compagnie Labatt, puisque c'est encore la seule brasserie dont les bouteilles de bière portent cette signature des travailleurs. Mais, cette année, à l'occasion de la Semaine de l'étiquette syndicale, la Labatt, qui ne veut pas que rien la batte, affiche l'étiquette de l'Union internationale des ouvriers de brasseries sur tous ses camions. On aperçoit ici le confrère Guy Dupuis, président de la succursale 303, exhibant fièrement son étiquette syndicale. Il est entouré des confrères R. Rozon, J. Bélanger, J.-M. Marion, M. Marcil et B. Ouellette.

Une grande victoire syndicale

Québec applique le plan FTQ à l'Institut Albert-Prévost

MONTREAL — Les travailleurs du Québec qui pouvaient entretenir des doutes sur leur compétence à gouverner leur province devraient commencer à prendre confiance en eux-mêmes à la suite des nombreuses réussites de la FTQ et du Conseil du travail de Montréal en ce domaine. Peu après que notre centrale eût fait adopter ses idées en matière de télévision éducative et que le CTM eût fait partiellement régler le problème de Jacques-Cartier, voilà que nous remportons une autre victoire éclatante sur l'inertie gouvernementale dans l'affaire de l'Institut Albert-Prévost à Montréal.

Moins d'une semaine après que le président Roger Provost eût suggéré au gouvernement Lesage le moyen de régler l'imbroglio dans lequel se trouvait cette institution psychiatrique, les autorités invoquaient en effet la nouvelle loi des hôpitaux pour y ouvrir une enquête royale et y déléguer un administrateur gouvernemental.

On ne pouvait mieux faire

La FTQ n'a pas été lente à applaudir à cette intervention gouvernementale, qui était en tous points conforme à son plan d'action. Le confrère Provost soulignait que cette mesure permettait à l'équipe médicale et scientifique de Prévost d'y réintégrer ses fonc-

tions. Cela, disait-il, devrait suffire pour l'instant à dissiper un malaise grandissant qui ne pouvait qu'être préjudiciable à tout le monde, à commencer par les malades.

Quelques jours plus tard, l'équipe dirigée par le Dr Camille Laurin faisait sa rentrée à l'Institut Albert-Prévost, de même que la directrice du nursing, qui avait précédemment été congédiée par le conseil d'administration frappé de suspension par l'intervention gouvernementale.

Ça promet pour la psychiatrie

"Pour ce qui est de la solution définitive à apporter au problème, déclarait le président Provost, nous espérons que l'enquête y pourvoiera.

Pour l'instant, nous nous réjouissons de voir que l'État a eu le courage d'imposer sa volonté à un groupe privé, et nous croyons que son intervention énergique augure bien pour la réforme des hôpitaux psychiatriques du Québec."

Dans sa demande d'intervention, le président de la FTQ avait soutenu que la réponse de l'Institut Albert-Prévost aux propositions du Dr Dominique Bédard, directeur des Services psychiatriques du ministère de la Santé, prouvait hors de tout doute que la direction de l'hôpital n'avait plus la compétence nécessaire pour administrer les deniers publics, et que sa charte était devenue un anachronisme inacceptable pour une société moderne.

Le droit d'user et d'abuser

L'Institut, dans une annonce payée aux journaux, avait en effet opposé une fin de non-recevoir à la plupart des réformes urgentes qui lui avaient été proposées par le Dr Bédard, qui avait présidé l'enquête sur les hôpitaux psychiatriques du Québec. S'appuyant

sur une conception périmée du droit de propriété, la direction entendait mener sa barque comme elle l'entendait.

Pour sa part, le président Provost trouvait "inconcevable qu'en 1962, un groupe d'individus puisse ainsi s'arroger le droit de décider unilatéralement ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire en matière de santé. Il est également inconcevable que l'État continue de subventionner des institutions qui font aussi peu de cas du bien commun et de l'interprétation qu'il est seul habilité à en donner."

Une leçon de démocratie

Le confrère Provost ajoutait qu'à son avis, le "lockout" créé par la direction de l'Institut Albert-Prévost contre ses médecins était aussi condamnable que la soi-disant grève des médecins de la Saskatchewan. Il est temps, disait-il, que certaines gens se rendent compte qu'elles vivent dans une société démocratique et qu'elles s'habituent à se soumettre aux volontés du peuple souverain.

"Pour leur part, affirmait alors le président, les travailleurs du Québec n'acceptent plus que des institutions privées administrent à leur guise, avec les résultats désastreux que l'on constate dans tous les domaines, le produit de leurs impôts."

Huit cents à la Dominion Engineering

LACHINE — Un millier de machinistes à l'emploi de la compagnie Dominion Engineering ont obtenu une hausse de salaire de 8 cents l'heure, dont plus de 6 cents avec portée rétroactive, à la suite d'une grève de neuf semaines. À compter du 27 mars prochain, ils toucheront une autre majoration horaire de 5 cents.

La convention signée par l'Association internationale des machinistes comporte divers autres avantages, dont une clause de sécurité syndicale.

Ce que tout travailleur devrait savoir

LA VERITE TOUTE NUE SUR LE CREDIT SOCIAL



Le leader national THOMPSON: "Il faut nous rendre compte que nous sommes en état de guerre et nous conduire conformément à cet état."



Le premier ministre MANNING, de l'Alberta: "un bon petit gouvernement conservateur, qui se conserve dans l'huile."

Au cours de la dernière campagne électorale fédérale, le leader adjoint du Crédit social, Réal Caouette, se promenait à travers la province en répétant à qui voulait l'entendre: "Vous n'avez pas besoin de comprendre le Crédit social pour voter pour ses candidats." En réalité, ce que le rival du leader national en titre, M. Robert Thompson, aurait dû dire, c'est: "Il vaut mieux que vous ne connaissiez pas le Crédit social, surtout vous, les travailleurs, jamais vous ne lui accorderiez vos suffrages."

Le premier ministre créditiste de la Colombie britannique, M. W. A. C. Bennett, a déjà déclaré: "Le Crédit social, c'est une politique conservatrice sans les obstacles de la démocratie." ("Social Credit is conservative policy without the nuisance of democracy.") Or, la politique du mouvement syndical, — comme celle, à des degrés divers, des mouvements agricole, coopératif, etc. — n'est pas conservatrice, mais plutôt progressive, et il est prévu qu'elle doit être réalisée dans le cadre de notre régime démocratique de gouvernement.

Oui, mais même si la doctrine du Crédit social est conservatrice et si elle n'est pas très respectueuse de nos institutions démocratiques, est-ce qu'elle n'a pas au moins l'avantage de pouvoir faire disparaître le chômage en maintenant constamment en circulation une masse monétaire égale à la production nationale? Est-ce qu'il n'y a pas une solution à tous nos maux dans le théorème A plus B, en vertu duquel le pouvoir d'achat de la population doit permettre en tout temps d'écouler toute la production? Quel mal y a-t-il à rendre financièrement possible ce qui est physiquement possible et désirable?

La lune, aller-retour

C'est en vertu de cette théorie du major C. H. Douglas, un ingénieur anglais qui s'adonnait

à l'économie en amateur, que les créditistes ont pu faire, au cours de la campagne électorale, les promesses les plus contradictoires. Ils ont en effet promis de réduire les impôts et d'accorder des dégrèvements fiscaux à l'industrie et au commerce, tout en augmentant la sécurité sociale. Quant à la dette qui serait ainsi créée, elle serait effacée de la même façon qu'elle aurait été créée, — "par un trait de plume". Ils s'engageaient du même souffle à combattre l'inflation et à mettre hors la loi toute politique d'argent rare.

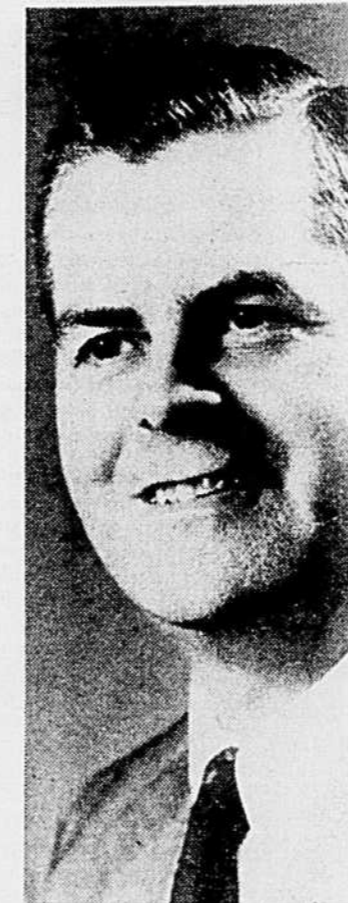
A ceux qui pouvaient entretenir des doutes sur la possibilité de réaliser simultanément des objectifs diamétralement opposés, à ceux qui pouvaient être tentés d'analyser la formule magique permettant de changer l'eau en vin, les briques en or, etc., les chefs du Crédit social répondaient, dans le Québec: "Vous n'avez rien à perdre!" Est-il bien vrai que les électeurs n'avaient rien à perdre en votant pour le Crédit social? Oui, ils avaient tout à perdre si l'on tentait jamais de mettre en application les théories farfelues du Crédit social. Non, ils n'avaient rien à perdre si, comme en Alberta et en Colombie britannique, renonçant à sa "doctrine", un gouvernement créditiste avait donné au pays une administration aussi conservatrice et "business like" que n'importe quel gouvernement conservateur ou libéral.

En réalité, la doctrine du Crédit social n'a jamais été mise à l'essai, nulle part dans le monde. C'est ce qui fait sa force bien plus que sa faiblesse. Car c'est ce qui permet aux propagandistes du Crédit social de répondre, quand on critique leurs théories économiques: "Attendez que nous nous soyons emparés du pouvoir à Ottawa..." En attendant, sans doute: "Vous n'avez rien à perdre."

27 ans de créditisme en action

Elu en Alberta en 1935 avec la promesse d'un dividende

mensuel de \$25, le gouvernement créditiste de M. William A. Aberhart n'eut rien de plus pressé que de se donner un sursis de 18 mois avant de donner suite à ce projet qui, s'il avait jamais été réalisé, aurait probablement tué dans l'oeuf le Crédit social. Il va sans dire que les Albertains attendent toujours leurs fameux \$25. En 1936, cependant, le gouvernement Aberhart fit une tentative de réalisation créditiste en émettant une espèce de monnaie de singe appelée "script", qui n'était en somme qu'un livret sur lequel on collait des timbres que le gouvernement se chargerait ensuite de vendre pour pouvoir racheter le script. Mais le gouvernement lui-même refusa cette monnaie en paiement de ses taxes et des comptes d'électricité. Les ministres de M. Aberhart, qui avaient d'abord consenti à toucher un quart



Le premier ministre BENNETT, de C.B.: "...le conservatisme sans les obstacles de la démocratie."

de leur Indemnité sous forme de script, eurent tôt fait de changer d'idée. Ce fut un fiasco complet.

En 1937-38, le gouvernement se lança à fond de train dans l'instauration du créditisme en Alberta: régulation du crédit, imposition d'impôts aux banques, réduction des dettes, censure de la presse, etc. La plupart de ces lois furent déclinées par Ottawa ou déclarées inconstitutionnelles. C'est à cette époque que le père du Crédit social, invité à conseiller le gouvernement, se querella avec ses disciples de l'Alberta et en partit dégoûté.

L'éprouvette de l'enquête royale

Si, comme le prétendent les créditistes, leur doctrine ne sera mise à l'épreuve que le jour de leur accession au pouvoir à Ottawa, on peut leur répondre qu'ils ont eu une chance unique d'en faire la démonstration théorique, il y a quelques années, en Nouvelle-Zélande. A la suite de l'élection générale de 1953, au cours de laquelle le Crédit social avait recueilli 11% du vote populaire sans faire élire un seul député, le gouvernement nomma une commission royale pour faire enquête sur les systèmes monétaires, bancaire et de crédit. Il paraît que son rapport de 500 pages est un document à lire. Evidemment, cela s'est passé en Nouvelle-Zélande mais, comme le disait récemment M. Réal Caouette: "Il n'y a qu'une philosophie du Crédit social, nous n'en avons pas de versions différentes."

La Commission royale consacra pas moins de 11 jours à entendre les dépositions écrites et orales de 48 témoins du Crédit social et à les interroger sur leurs mémoires. Or, comme le rapporte le journaliste Arthur Blakely, de la Gazette: "Les témoins et le procureur de l'Association du Crédit social contredisaient sérieusement non seulement d'autres témoins créditistes, mais ils se contredisaient également entre eux. Ils effec-

tuaient des reculades significatives sur des questions importantes; ils ont à toutes fins pratiques rejeté le théorème A plus B." Et le rapport d'ajouter: "Ils ont complètement échoué dans leur tentative de démontrer leur prétention selon laquelle il existe un écart permanent entre le pouvoir d'achat et les prix (c'est-à-dire une pénurie constante de pouvoir d'achat), ce qui est une affirmation fondamentale du Crédit social. En cours d'audition, ils ont abandonné leurs principaux arguments en faveur de cette thèse." Et les commissaires de conclure: "Nous concluons que les analyses théoriques qui nous ont été soumises par divers témoins du Crédit social à l'appui de leurs prétentions à l'existence d'une pénurie constante (de pouvoir d'achat) sont fausses."

Comme le note encore une fois M. Blakely, de la Gazette, il se poursuit actuellement une enquête semblable au Canada. C'est celle que mène la Commission royale sur la banque et la finance. Ce serait là une excellente occasion pour nos Créditistes de faire valoir leurs théories monétaires et bancaires mais, aux dernières nouvelles, ils ne semblent avoir aucun mémoire en préparation. Ont-ils peur de subir une déconiture semblable à celle qu'ont connue, en 1955-56, les adeptes du Crédit social de la Nouvelle-Zélande?

Une doctrine économique sans économistes

Un autre fait troublant à propos de la doctrine économique du Crédit social, c'est qu'elle n'a jamais trouvé aucun appui chez les économistes professionnels. Les dirigeants du Crédit social sont tellement conscients de cette lacune que M. Caouette a récemment tenté de faire passer le Dr Ernest Grégoire pour un économiste, alors qu'il ne peut s'agir, au mieux, que d'un ama-



Les grands ténors québécois, Caouette et Grégoire: les héros politiques de Caouette sont Hitler et Mussolini et Grégoire est le fils du Dr Ernest Grégoire, "l'économiste" du parti. Ils ont remporté 26 sièges dans le Québec en répétant: "Vous n'avez pas besoin de comprendre le Crédit social pour voter pour ses candidats."

teur, tout comme le major Douglas lui-même d'ailleurs, qui a formulé les thèses économiques du Crédit social comme d'autres pratiquent un "hobby". Face à cette objection, les Créditistes y répondent habituellement par l'injure en prétendant que tous les économistes sont des vendus, — vraisemblablement vendus à ceux qui ont les moyens de les acheter, c'est-à-dire aux possédants. Il est vrai que certains économistes trouvent leur profit à défendre les thèses officielles de l'ordre établi, le statu quo qui favorise les classes privilégiées. Mais comment les créditistes peuvent-ils expliquer que le Nouveau parti démocratique, qu'ils se plaisent à dénoncer comme étant un parti socialiste, donc opposé au régime économique actuel, réussisse, lui, à rallier à ses idées un grand nombre de ces "vendus" aux capitalistes, qu'il compte même des économistes dans ses rangs?

Cependant, même si l'on peut se rassurer en se disant qu'un gouvernement créditiste aurait assez de bon sens pour ne pas mettre ses théories en applica-

tion, et que, de toute façon, il ne trouverait pas d'économistes sérieux pour mettre ses projets à exécution, le Crédit social n'en présente pas moins de graves dangers pour nos institutions démocratiques. Même s'il se défend d'être fasciste, M. Réal Caouette répondait récemment à un journaliste du Magazine Maclean qui lui demandait: — "Qui sont vos héros politiques dans l'histoire?" — "Mussolini et Hitler."

"Les protocoles des Sages de Sion"

Au cours des dernières années, les créditistes semblent avoir renié leur passé chargé d'antisémitisme, mais ils ne semblent pas acquis pour autant à la solidarité humaine et à la charité chrétienne. M. Caouette dénonce l'aide aux pays sous-développés, parce que destinée, selon lui, aux "Chinois communistes" et aux "nègres d'Afrique". Le racisme évolue selon les problèmes de l'heure.

Le Crédit social a toujours eu, depuis ses origines, de fortes tendances antisémites. Son fondateur, le major Douglas, était antisémite, de même que les anciens leaders du Crédit social au Canada, M. Solon Low et M. John Blackmore. Le chef actuel, M. Robert Thompson, ne semble pas avoir été atteint par ce virus, mais son adjoint, M. Caouette, a fait longtemps carrière en colportant "Les Protocoles des Sages de Sion".

Les créditistes ont depuis toujours le don d'éventer — et d'exploiter — les plus infâmes et les moins prévisibles complots. C'est M. Solon Low qui un jour posait la question: "Savez-vous qu'il existe une relation étroite entre le communisme international, la finance internationale et le sionisme politique international?" M. Blackmore, lui, attribuait tous les maux de l'humanité à une vaste "conspiration turco-mongole". Un jour, le gouvernement turc s'émut de ces révélations, mais une enquête discrète révéla que M. Blackmore n'avait que de l'admiration pour les Turcs et les Mongols, qui étaient tout à fait étrangers à la conspiration turco-mongole.

Le rapport financier de Radio-Canada

La FTQ: qualité supérieure ou étatisation du réseau privé!

MONTREAL — Le président Roger Provost, de la Fédération des travailleurs du Québec, s'est dit convaincu que c'est à contrecœur que le président de Radio-Canada, M. Alphonse Ouimet, posait ainsi, dans la présentation récente de son bilan financier 1961-62, le dilemme dans lequel se trouve la Société: augmentation des crédits gouvernementaux, d'une part, ou baisse de la qualité de ses émissions ou diminution de son service, d'autre part.

Le confrère Provost est d'opinion que M. Ouimet a cherché à émouvoir l'opinion publique, mais il ne croit pas que le président d'une régie dont la raison d'être est d'assurer par ses émissions l'éducation et la formation de la population qu'elle dessert, puisse songer un ins-

tant, pour des considérations d'ordre financier, à réduire la qualité ou l'ampleur des services qu'elle fournit. Pour sa part, dit-il, la FTQ ne considère comme recevable que la première éventualité envisagée par M. Ouimet, soit l'augmentation des crédits gouvernementaux.

Subsides ou monopole?

Selon le confrère Provost, le dilemme se pose plutôt dans les termes suivants: ou bien le peuple tient à l'existence d'un réseau privé faisant concurrence, sur le plan commercial, à Radio-Canada, et alors il accepte d'en faire les frais en versant des crédits accrus à la régie publique; ou bien, il accepte que Radio-Canada exerce un monopole sur la radiodiffusion et accapare tout le produit de la réclame commerciale.

"La situation financière dans laquelle se trouve Radio-Canada, d'expliquer le porte-parole de la FTQ, est la conséquence de la politique de nos gouvernants qui, de fait, accorde un traitement de faveur à l'entreprise privée, au risque de réduire à l'impuissance, faute d'argent, le secteur public."

Retour à la station unique?

D'après le confrère Provost, l'existence de réseaux ou de postes concurrents dans un pays d'une population aussi peu dense que celle du Canada, représente un luxe qu'il faut payer sous forme d'impôts si l'on n'accepte pas la disparition éventuelle de Radio-Canada. Pour sa part, dit-il, la FTQ serait plutôt en faveur, s'il fallait en venir là, de la disparition du secteur privé et du retour, au régime de la station unique.

Au surplus, de poursuivre le leader syndical, les travailleurs du Québec, même s'ils croient que Radio-Canada doit être administrée de façon saine, n'acceptent pas que ses dirigeants soient les esclaves de la réclame commerciale ou se voient condamnés à faire de la surenchère à la baisse, sur le plan du goût et de la qualité, avec les propriétaires de postes privés.

Québec appuie Radio-Canada

Le président Provost estime que la querelle qui a récemment éclaté autour de l'octroi d'un permis pour l'exploitation d'un poste de télévision à Québec, prouve hors de tout doute que la population de notre province accorde sa préférence, en matière de radiodiffusion, à l'entreprise publique.

Le CTM en deuil

MONTREAL — Deux délégués en vue du Conseil du travail de Montréal ont péri accidentellement au cours de l'été.

Un vétéran du CTM, le confrère René Dubord, est mort dans un accident d'automobile. Il appartenait à l'Association internationale des machinistes.

De son côté, le confrère Jean-Guy Champagne, des Travailleurs-unis du tabac, qui était membre de l'exécutif du Conseil, s'est noyé. Il n'était âgé que de 28 ans.

LE MONDE OUVRIER offre ses condoléances aux familles et aux organisations syndicales frappées par le deuil.

Mgr Cardijn: une collaboration JOC-syndicalisme international

OTTAWA — Le fondateur de la Jeunesse ouvrière catholique, Mgr Joseph Cardijn, a affirmé que la JOC doit collaborer avec le syndicalisme international, afin notamment de réaliser la fraternité humaine et de faire échec au communisme.

Le prélat belge a fait cette déclaration à l'occasion d'une visite qu'il a faite aux bureaux du Congrès du travail, à Ottawa, où il a été accueilli par le président Claude Jodoin, et les vice-présidents administratifs William Dodge et Joe Morris. Mgr Cardijn s'est dit très honoré d'être reçu ainsi par notre grande centrale syndicale.

Le fondateur de la JOC mondiale a donné au CTC l'assurance que ce mouvement don-

nera au syndicalisme international des chefs qui travailleront à l'épanouissement du monde. Il a prononcé un vigoureux réquisitoire contre le chômage, qu'il considère comme le plus grand danger que court la jeunesse d'aujourd'hui.

Le président Jodoin a répondu que le CTC était heureux de coopérer avec la JOC, qui forme des militants et des chefs précieux pour le syndicalisme libre.

Les charpentiers à Lac-Mégantic

LAC-MEGANTIC — Le Conseil provincial des charpentiers et menuisiers a tenu un congrès fructueux à Lac-Mégantic, auquel la FTQ était représentée par son président, le confrère Roger Provost.

Les délégués, plus nombreux que jamais auparavant, ont adopté des résolutions concernant l'organisation syndicale, l'action politique par le truchement du syndicalisme, l'as-

surance-santé, la gratuité de l'enseignement, la législation ouvrière, le chômage, etc.

"Cette convention, écrit le confrère Léopold Lavoie dans "La Souche", a été une prise de conscience de notre Conseil provincial quant au rôle qu'il doit jouer sur le plan local, provincial, national et international comme faction importante du mouvement syndical au Canada."

Un congé sans solde au confrère Dionne

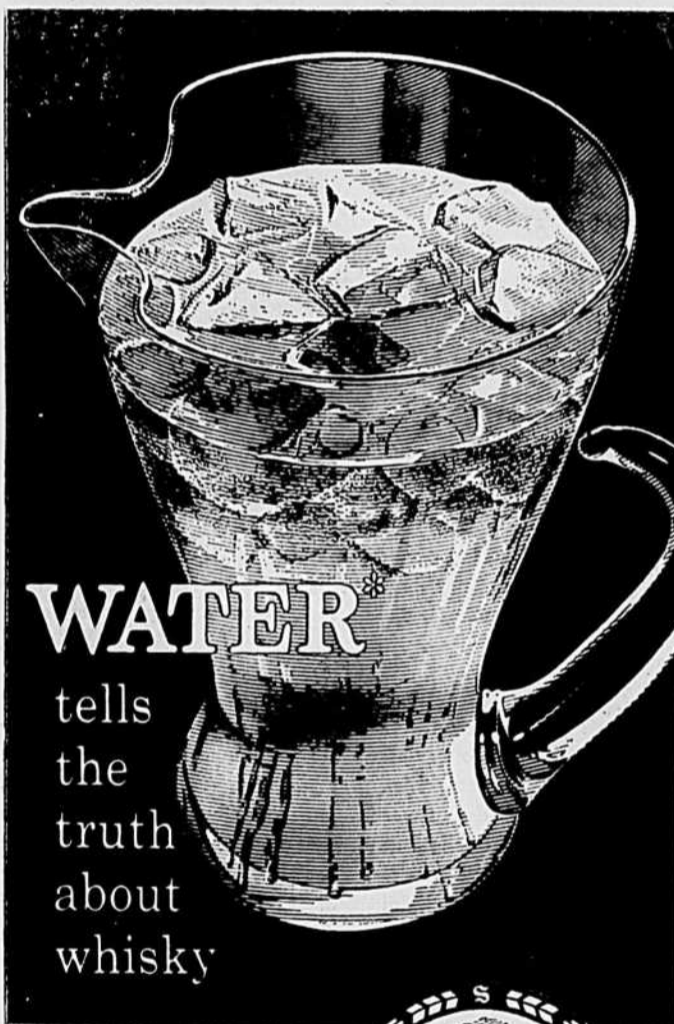
QUEBEC — Le syndicat des Bûcherons et employés de scieries, succursale 2817, de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers, a accordé un congé sans solde d'une durée indéfinie à son président, le confrère C.-E. Dionne, qui a été élu député créditiste de Kamouraska, aux élections fédérales du 18 juin.

Le secrétaire-correspondant du syndicat, le confrère Ls-G. Pelletier, nous informe que les

bûcherons ont accepté "avec regret" le départ du confrère Dionne. Il a été remplacé à la présidence par le confrère Robert Paquet.

La résolution souligne le travail et le dévouement apportés par le confrère Dionne dans la défense des travailleurs de la forêt. Le confrère Pelletier se dit persuadé que le nouveau député continuera à travailler dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Finer taste is a Seagram tradition




WATER
tells the truth about whisky

WATER* (plain or sparkling) is your most reliable guide to the whole truth about any whisky. Water adds nothing, detracts nothing, but reveals a whisky's true natural flavour and bouquet. Put Seagram's "83" to the water test and you'll agree — to be that good with water, it must be a superb whisky and a more satisfying drink with any man's favourite mixer.



Now in a distinguished new decanter.



Le bas coût de l'électricité, que permettent les immenses ressources hydro-électriques de la région de Québec, y attire de nombreuses industries, qui, à leur tour, créent de l'emploi pour la main-d'oeuvre du Québec.

Québec Power Company

Chaussure à son pied

IL Y EN A QUI VONT trouver chaussure à leur pied, si le Syndicat des travailleurs du cuir de Montréal réussit à mener à bonne fin sa campagne d'organisation dans l'industrie de la chaussure. Il s'attaque à forte partie, les bottiers de la métropole — dont la famille Corbeil — étant reconnus comme les patrons les plus féroce-ment antisyndicaux de la métropole. On voit ce qui se passe à la compagnie Tétréau Shoe, où 30 tailleurs sont victimes d'un lockout décrété par l'employeur en guise de représailles contre une campagne de recrutement. Cependant, le président Roger Provost, de la FTQ, que l'on aperçoit sur la photo du haut, à gauche, explique que l'organisation syndicale est possible dans la chaussure comme ailleurs, à condition que les ouvriers soient prêts à consentir les sacrifices nécessaires qui leur assureront ensuite un meilleur standard de vie. La photo de droite nous montre le représentant du syndicat, le confrère Aurélien Dallaire, haranguant ses troupes, qui l'applaudissent chaleureusement (photo du bas). Il est accompagné à la tribune du directeur canadien du syndicat, le confrère Max Federman. Il y a, dans l'industrie de la chaussure à Montréal, un potentiel de 5,000 membres.



Proclamation de M. Hamel

Semaine de l'étiquette syndicale

MONTREAL — Pour la deuxième année consécutive, le ministre provincial du Travail, M. René Hamel, a proclamé la semaine allant du 3 au 8 septembre prochain "Semaine de l'étiquette syndicale".

C'est ce qu'a fait récemment savoir le président du Comité de l'étiquette syndicale de la FTQ, le confrère Roland Goedike, qui a précisé que M. Hamel se rend ainsi à une requête traditionnelle de notre centrale au premier ministre, M. Jean Lesage.

Dans sa proclamation, le ministre du Travail déclare notamment :

Une responsabilité sociale

"Je souhaite que cette initiative remporte tout le succès qu'elle mérite et j'invite le public à méditer sur ses responsa-

bilités sociales et à encourager employeurs et syndicats ouvriers qui négocient des conventions collectives, garantie de paix sociale et de stabilité économique."

M. Hamel définit ainsi l'étiquette syndicale :

"L'étiquette ou la marque syndicale est un signe apposé sur un produit attestant que celui-ci a été fabriqué par des syndiqués qui ont conclu une convention collective de travail avec un fabricant ou un employeur déterminé. C'est donc dire qu'un produit revêtu de

l'étiquette syndicale atteste par lui-même qu'il a été fabriqué selon des normes économiques et sociales jugées raisonnables et même avantageuses pour les salariés. Il tombe sous le sens qu'on peut moralement inviter la clientèle à encourager l'achat du produit fabriqué dans de telles circonstances."

La coutume se répand

M. Hamel poursuit en disant :

"Nous ne pouvons qu'encourager les organisations ouvrières et les employeurs, qui ont avec elles des relations contractuelles, à promouvoir la popularité de l'étiquette syndicale."

Le confrère Goedike a ajouté que les maires de plusieurs municipalités du Québec, dont Montréal, Québec, Trois-Rivières, Verdun, Hull, Saint-Jean, Joliette, Gatineau, Cap-de-la-Madeleine, Saint-Michel, etc., proclameront également "Semaine de l'étiquette syndicale" la semaine commençant avec la fête du Travail.

A plusieurs endroits, la cérémonie de la proclamation sera suivie d'une réception civique en l'honneur des travailleurs syndiqués.

Créditisme et syndicalisme

OTTAWA — Le créditisme est-il vraiment opposé au syndicalisme ? Si les déclarations du leader adjoint, M. Réal Caouette, contre le droit de grève et la sécurité syndicale ne suffisaient pas à s'en convaincre, un document officiel de l'Association du Crédit social du Canada, intitulé "Security Plus Freedom, for Canadians who work", devrait parvenir à le faire .

Ce document officiel contient "une charte à l'intention de ceux qui travaillent" où, à côté d'une proclamation de foi platonique dans le droit à la négociation collective, on peut lire que chaque employé "doit être pourvu d'un contrat écrit entre lui et son employeur".

Contrat individuel et promotions "au mérite"

Ce contrat individuel comporterait la définition des conditions d'emploi, une énumération détaillée des congés payés, le pré-avis requis avant congédiement ou cessation d'emploi, une explication des raisons du renvoi, une énumération de-

taillée des bénéfices de l'employé et des "programmes d'éducation" fournis par la compagnie et d'autres renseignements utiles tels que les régimes de boni, de partage des bénéfices, de même que les possibilités de promotion.

En outre, cette "charte" prévoit que les promotions se feront "sur la base du mérite", ce qui est une contradiction flagrante du droit d'ancienneté.

Donc, avec le Crédit social, plus de grève, plus de sécurité syndicale, sabotage de la convention collective et de l'ancienneté. Quel patron en demanderait davantage ?



ALTHOUGH THE QFL EXECUTIVE COUNCIL'S meetings are held behind closed doors and deal mainly with strictly labour affairs, its work deserves to be known. The E.C. met on the 24th of August and, even if it did not make any public statement, THE LABOUR WORLD thought the occasion was good to have its readers meet with the members of this labour parliament, which is

the supreme authority of the QFL between its annual conventions. Here the speaker is honorary president Philippe Vaillancourt, second from the left. He is seen with regional vice-president Aldo Caluori, on his right, regional vice-president Rene Rondou, industrial vice-presidents Gerard Poirier, Maurice Silcoff and Henri Desroches, regional vice-president Benoit Laviolette,

Public Relations Director Noel Perusse, and regional vice-president Jean-Baptiste Hurens and J. Albert Bergeron. The Executive Council usually deals with reports and recommendations from the Executive Committee, standing committee reports, etc.

Nationalization Of Hydro Power

"THE TIME FOR ILLUSIONS SEEMS OVER," QFL FINDS

MONTREAL — The president of the Quebec Federation of Labour, Roger Provost, has made this statement to those who had anticipated that the Lesage Government would achieve the nationalization of electricity: "The time for illusions seems quite past." Our union leader was commenting on a statement by the Shawinigan company that "nothing, to our knowledge, indicates that the government will take such a step."

The president of the QFL, which represents 235,000 unionized workers in Quebec, expressed the view that no leading businessman would dare to make such a brazen statement unless he was al-

ready assured of government backing.

An Assault on the Dignity of the State

Brother Provost found it incomprehensible that the chairman of a private company should actually seem aware of government intentions when the public remained completely in the dark about whether the Lesage Cabinet intended to nationalize hydro power. Brother Provost held it was time that the premier break his silence on the matter, since he would become an accomplice to an attack on the dignity of the state by allowing the president of Shawinigan, Mr. J.A. Fuller, to carry on announcing the Lesage Government's policy.

President Provost noted that the proposition by Natural Resources Minister Rene Levesque had received the unanimous support of the union movement, of the Catholic Farmers Union, of the St. Jean Baptiste Societies, most of the major French-language newspapers, municipal councils and even local chambers of commerce. He found it strange, therefore,

that Mr. Fuller should make an assertion according to which the power companies had solid support amid public opinion.

Who Supports Shawinigan?

The union leader said the proper channel for public opinion to be revealed is through authorized spokesmen. He did not set aside the possibility that Shawinigan had retained some specialist at public opinion polls and used such an inquiry to impress the authorities with the company viewpoint.

Brother Provost said that for his part, however, he challenged any inquiry made by a private company for another private company. Such polls are of value only when conducted by an independent institution such as a university, and when the sampling and questionnaire are supervised, he said. At all events, he added, even if the solid support spoken of by Shawinigan wasn't recruited solely from the majority right wing of the Lesage Government, it can represent only the backward minority of private-industry fanatics.

The QFL Supports Rene Levesque

The QFL president asserted that Mr. Levesque can count

on the solid support of Quebec's workers. He even predicted that the 500 delegates to the annual convention of his union central in November will have no hesitation in roundly censuring the government if it has not, by that

time, made officially known its firm intention to nationalize without delay all private electricity companies in order to bring better service to the population and to use this source of energy as an instrument of economic planning.

Trappist Monks Join Carpenters

LAFAYETTE, Ore. — Ten brown-robed monks lined up expectantly in a room at the Trappist Abbey of Our Lady of Guadalupe and watched with interest as a bespectacled layman pulled a modest booklet from his coat pocket. They raised their hands — the hands of workers — and repeated after him the obligation he read that made them full-fledged dues-paying members of Millmen's Local 1120, a unit of the Carpenters.

For the monks, some of whom had not completed their five-year probationary period before taking final vows, are skilled cabinetmakers who turn out fine quality church furniture—which will carry the union label in the future—in the abbey woodworking shop. And the layman who gave them the obligation was Peter Beach, business representative of the local, who indicated he is now convinced more than ever that the angels are on the side of the unions.

The monks became union members for the simple reason that the monastery wanted to put the union label on its products. It bids on church furniture requirements, from the least to the most expensive.

The idea originated with Peter Bisceglia, a long-time member of Local 1120 who held the contract for installing the products of the monks' devoted skill. He thought the church equipment should carry the union label.



IN LOVE WITH A CERTAIN NEW CAR?

BUY IT NOW WITH A LOW-COST, LIFE-INSURED

SCOTIA PLAN LOAN

THE BANK OF NOVA SCOTIA

The Dean
of Canadian
Labour
Papers

THE LABOUR WORLD

Founded by
Gustave
Francq,
in 1916

Published in order to promote the legislative reforms needed for the protection of the Quebec working class and for the betterment of its lot.

Official organ of the
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

Executive Committee:

Mayor PROVOST, president; Edouard LAROSE, Jean GERIN-LAJOIE, vice presidents; John PURDIE, secretary; Andre THIBAudeau, treasurer.

Director: Roger PROVOST; Editor: Noël PERUSSE.

Address all correspondence to:

1827 St. Joseph Blvd. East, Montreal 34 — Tel. Lafontaine 7-1218
Printed by Radiomonde, 8430 Casgrain Street, DU. 7-6218



109

EDITORIAL

Electricity: The Moment For Reality

Everyone is agreed in saying that the time of truth is nearing, in Quebec, on the issue of nationalizing hydro power. It would appear that in September the Lesage Government will have to choose between expropriation and status quo — between Natural Resources Minister Rene Levesque and the Shawinigan group.

According to most political observers, the premier and his "blitz team" have already made their choice, and it doesn't include hurling thunderbolts at private enterprise. The best indication of this, combined with the persistent silence of Mr. Lesage, is from Mr. J. A. Fuller, the president of Shawinigan. He lost no time in embarrassing the premier by stating that "nothing, to our knowledge, indicates the provincial government will take such a step."

This is what likely inspired the QFL president, Roger Provost, to state that "the time for illusions seems quite over" and that there would be no nationalization of electricity with the Lesage Government. The proof may soon be made that there can be no progressive policy in an old party, despite the presence within it of a well-intentioned left wing, and despite the undeniably powerful political personality of a man we persist in calling Brother Rene Levesque.

Before the government policy was announced — by the president of Shawinigan — it was already known that the cause of hydro nationalization had the support of the whole union movement in Quebec, the Catholic Farmers Union, the St. Jean Baptiste Societies, most of the major French-language newspapers, municipal councils and even local chambers of commerce, in other words a representative sector of the population. But a few days later we further learned that nationalization had been the object of a recommendation by the Economic Advisory Council named by the Lesage Government, and on which sat Sister Huguette Plamondon of the QFL and President Jean Marchand of the CNTU.

Under those circumstances, the government not only rejects a measure that the economic welfare of the province demands. It also brazenly oppose the wishes of the population, which are founded on the views of experts.

At a time like this, the question of nationalizing electricity acquires a symbolic value: it becomes the test by which we judge whether we have a government for the common good or one that is sold out to private interests.

It becomes clear than Brother Rene Levesque, who at last reports had remained true to his unionist conviction, could not remain another minute within a government and a party that refuses to nationalize electricity. His departure is seen as causing a major split within the Liberal Party. All the healthful and progressive elements of the party would likely leave with him. It is also said he intends to head up a "new party".

From all this it can be seen that the electricity crisis expected this autumn involves extraordinary developments for those who, like Quebec's workers, are gravely pondering the province's political future. But at the same time as they present immeasurable possibilities for genuine progress, these future events also carry great risks. Just as there is an opportunity to regroup the progressive forces, so is there the danger of a proliferation of new parties which would kill all chances of democratic socialism in Quebec.

The weeks to come may well decide the political, economical and social future of our province. It will be a time for everyone to act maturely, to set aside the old quarrels and the old political or union rivalries, to sacrifice face if necessary so that the opportunity apparently presented by the electricity crisis may not be missed. The QFL, which has worked in that direction for some years, is prepared to do more than its share.

1962-63: The Year Of Politics

(Continued from preceding page)

of Quebec workers in the province's political life, for it has become evident that the Liberal Government has failed to bring about realization of the hope it had offered. We still do not have full employment, nor health insurance, nor completely free education, nor a Quebec steel industry, nor a nationalized electrical industry, nor economic planning, nor planned exploitation of renewable resources, nor noticeable improvement in the laws governing labour and co-operatives.

"I lay no claim to being a prophet. I can hardly fail, however, to recall these passages from my Labour Day message of 1960, following the Liberal victory: "Either the traditional old parties will adopt a policy of full employment, which appears to us rather unlikely; or the population will make a massive swing to a democratic party representative of all the work-

ing classes; or the jobless will soon turn to solutions of desperation, be they of the left or the right." Well, the unemployed as well as the workers and farmers who live in insecurity swarmed in large number recently to a desperate solution of the extreme right — to the vendors of illusions who had been actively peddling for years. We all bear, to varying degrees, the responsibility for what could rapidly become a catastrophe in our democratic way of life.

A Call To All Workers

"The hour is grave, and even if they are entitled to this well-earned day of rest, I take the liberty of making this plea to all workers, be they trade union members or not, be they members of the QFL or not, be they workers in factory, on farm or in office, be their labours manual or intellectual. All must give genuine and efficient support to the New Democratic Party. Under today's circumstances, the NDP be-

comes a true committee of public salvation.

"Despite the gravity of the situation, I close by nevertheless wishing all workers a day of healthful distraction and quiet reflection."



EXPORT

PLAIN
or FILTER TIP
CIGARETTES

Guy Merrill DESAULNIERS

AVOCAT — BARRISTER

2228 est, rue Sherbrooke

Tél.: LA. 6-5571 - 72 - 73

Versatility

Throughout Canada and the world, Canadian Vickers enjoys an enviable reputation as fine shipbuilders. But, in addition, whenever industry requires equipment or machinery to increase production or plant efficiency... to save time or cut operating costs... Canadian Vickers is called in.

No matter how complex the problem, Canadian Vickers has the know-how, the plant facilities, the draughtsmen, engineers and craftsmen to design and build better ships, better machines and better equipment.

CANADIAN
VICKERS
LIMITED

MONTREAL

TORONTO

CANADIAN MEMBER OF THE VICKERS GROUP

Political Crisis In Quebec?

(See our editorial on next page)

THE LABOUR WORLD

47th Year

MONTREAL — JULY-AUGUST 1962

Nos. 7-8



President PROVOST's Labour Day message for 1962: a call to all union leaders' sense of responsibility.

In His Labour Day Message

Provost: "1962-63 Will Be The Year Of Politics"

MONTREAL — In his annual Labour Day message, the president of the Quebec Federation of Labour, Roger Provost, predicts that 1962-1963 will be the trade union year of political action "if all union leaders fully assume their responsibilities to workers and society as a whole". President Provost denounces Social Credit as a graver danger than "the worst Duplessism". He does not reproach workers for casting ballots for the Socreds, but asserts that it is "the responsibility of trade union leaders to give them a better means of expressing their legitimate discontent".

Following is the next of Brother Provost's message:

"I believe that the trade union year which begins with Labour Day will, if all the leaders of our union movement fully assume their responsibilities to workers and

to society as a whole, be the year of political action. We have had to contend with headstrong inaction by the traditional parties in the economical domain, with their indifference towards the human miseries and the insecurity

caused by the economic system, with their hostility—both veiled and open—towards trade unionism. But to this has recently been added a more specific threat that could imperil all our democratic institutions, starting with the trade union structures. This threat, which surpasses the worst Duplessism in scope, is called Social Credit.

Labour Leaders' Responsibility

"The QFL rejoices over the knowledge that its program of education and political action became quite a solid bulwark

against an even more serious spread of the Socred wave. There can be no question of my heaping reproach on the honest workers who saw fit to vote for Social Credit candidates. In my view, they displayed excellent reflex action in repudiating the old parties. However, it is the responsibility of trade union leaders to give them a better means of expressing their legitimate discontent.

"Since it has become obvious that Quebec's workers ardently seek a political regeneration and that there

could be no question of their adopting a pseudo-political philosophy that would set us back a century, the answer rests with the New Democratic Party. For our part we shall not rest until we have, together with the other underprivileged groups in society—the unemployed, the farmers, the office workers, the small businessmen, etc. — carried the NDP to power both in Quebec and in Ottawa.

The Great Liberal Illusion is Dead

"I insist on the participation

(Continued on following page)

Brother Rene Levesque Back With Us Soon?



WILL BROTHER RENE LEVESQUE, who has become Natural Resources minister in the Lesage government, be back with us soon? According to political observers in Quebec City, he would resign from his cabinet post

and take the leadership of a "new party" if he is not allowed to nationalize electricity. It seems he would receive a warm welcome from Quebec workers would he quit the Liberals on such a paramount issue. They

used to see him as a fellow worker, as proven by the above photos, when he was interviewing them for the QFL'S "10 Minutes of Truth" television show, several years ago.